Ayant pris connaissance du rapport du Secrétaire général¹⁰, qui contient les réponses adressées par certains Etats Membres et par la Suisse au questionnaire établi conformément à la résolution 2723 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1970, ainsi que le texte de la lettre adressée au Secrétaire général par le Président de la Cour,

1. *Invite* les Etats Membres et les Etats parties au Statut de la Cour internationale de Justice qui n'ont pas encore été en mesure de le faire à adresser au Secrétaire général, d'ici au 1^{er} juillet 1972, leurs observations sur le questionnaire établi conformément à la résolution 2723 (XXV) de l'Assemblée générale;

2. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter ces observations au cours de sa vingt-septième session;

3. *Prie également* le Secrétaire général de transmettre à la Cour le rapport susmentionné¹⁰, ainsi que les comptes rendus des débats que la Sixième Commission a consacrés à cette question au cours de la vingt-sixième session;

4. *Invite* la Cour à présenter, si elle le souhaite, son opinion sur le sujet;

5. *Exprime le vœu* que la Cour achève aussi rapidement que possible la révision de son Règlement;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-septième session un point intitulé "Examen du rôle de la Cour internationale de Justice".

2019^e séance plénière,
15 décembre 1971.

2819 (XXVI). Sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et des membres de leur personnel et création du Comité des relations avec le pays hôte

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée "Sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et des membres de leur personnel" et le rapport du Secrétaire général sur les travaux du Comité mixte officieux des relations avec le pays hôte¹¹,

Rappelant sa résolution 2747 (XXV) du 17 décembre 1970, dans laquelle le gouvernement du pays hôte est instamment prié de veiller à ce que les mesures prises pour assurer la protection et la sécurité des missions diplomatiques et de leur personnel diplomatique soient adéquates et permettent aux missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies d'accomplir comme il convient les tâches qui leur sont confiées par leur gouvernement,

Exprimant sa gratitude au Secrétaire général pour son importante contribution aux travaux du Comité mixte officieux des relations avec le pays hôte,

Notant avec une extrême inquiétude les actes illégaux commis par des particuliers ou des groupes contre l'inviolabilité de diverses missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies consistant à perpétrer de manière répétée des actes de violence et d'autres actes criminels, comportant dans certains cas l'utilisation de bombes ou d'armes à feu, contre les locaux de ces missions et les résidences de membres de leur personnel, ainsi que les attaques, les menaces et

les insultes dirigées contre ce personnel, et les manifestations accompagnées de violence,

Exprimant sa profonde sympathie aux missions et aux membres de leur personnel qui sont devenus victimes de tels actes,

Rappelant les responsabilités qui incombent au gouvernement du pays hôte en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies, les missions accréditées auprès d'elle et les membres de leur personnel en vertu de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies, de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies et du droit international général,

Tenant compte de la profonde inquiétude qu'ont exprimée les représentants des Etats à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale devant les attaques violentes et de plus en plus dangereuses qui sont perpétrées de manière répétée contre les locaux de certaines missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies ainsi que devant les menaces répétées et les actes d'hostilité et d'intimidation dirigés contre le personnel de ces missions, lesquels dénotent une détérioration de la sécurité des missions et des membres de leur personnel,

Considérant que les problèmes ayant trait aux privilèges et aux immunités de l'Organisation des Nations Unies et au statut des missions diplomatiques accréditées auprès d'elle présentent un intérêt commun pour les Etats Membres, y compris le pays hôte, ainsi que pour le Secrétaire général,

1. *Condamne énergiquement* les actes de violence et autres actes criminels dirigés contre les locaux de certaines missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et contre les membres de leur personnel comme étant manifestement incompatibles avec le statut qui est le leur en vertu du droit international;

2. *Prie instamment* le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, pays hôte de l'Organisation des Nations Unies, de prendre toutes les mesures voulues pour assurer, conformément à ses obligations internationales, la protection et la sécurité du Siège de l'Organisation, des missions accréditées auprès d'elle et des membres de leur personnel, assurant ainsi des conditions normales pour l'accomplissement de leurs fonctions;

3. *Demande* au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de prendre, en consultation avec le Secrétaire général, toutes les mesures qui sont en son pouvoir, y compris dans le domaine de l'information et de la publicité, pour créer une atmosphère propre à assurer le fonctionnement normal de l'Organisation des Nations Unies et des missions accréditées auprès d'elle;

4. *Note avec satisfaction* les assurances données par le représentant du pays hôte selon lesquelles ce pays intensifiera avec diligence et énergie ses efforts visant à renforcer la protection et la sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel;

5. *Décide* de créer un Comité des relations avec le pays hôte, qui sera composé du pays hôte et de quatorze autres Etats Membres choisis par le Président de l'Assemblée générale en consultation avec les groupes régionaux et compte tenu de la nécessité d'y assurer une représentation géographique équitable;

6. *Prie* le Secrétaire général de participer activement aux travaux du Comité des relations avec le pays

¹⁰ A/8382 et Add.1 à 4.

¹¹ A/8474.

hôte en vue d'assurer la représentation des intérêts en cause;

7. *Charge* le Comité des relations avec le pays hôte de s'occuper de la question de la sécurité des missions et de leur personnel, ainsi que de toutes les catégories de problèmes précédemment examinés par le Comité mixte officieux des relations avec le pays hôte, étant entendu que le Comité est autorisé à étudier la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies et qu'il examinera les problèmes se posant à l'occasion de l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies et donnera des avis au pays hôte à ce sujet;

8. *Autorise* le Comité des relations avec le pays hôte à faire établir des comptes rendus analytiques de ses séances et à se réunir périodiquement et dans tous les cas où il sera convoqué par son président à la demande de l'un des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou du Secrétaire général;

9. *Prie* le Secrétaire général de s'enquérir des vues des Etats Membres concernant les mesures nécessaires pour assurer à l'avenir la sécurité des missions et des membres de leur personnel et de communiquer les réponses qu'il aura reçues au Comité des relations avec le pays hôte;

10. *Prie* le Secrétaire général de porter à l'attention du Comité des relations avec le pays hôte, si les missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies le lui demandent, les cas constituant des atteintes à leur statut;

11. *Prie* le Secrétaire général de fournir toute l'assistance requise au Comité des relations avec le pays hôte et de porter à son attention les questions d'intérêt commun concernant l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies et la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies;

12. *Prie* le Comité des relations avec le pays hôte de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-septième session, un rapport sur l'état d'avancement de ses travaux et, s'il le juge nécessaire, de faire des recommandations appropriées;

13. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-septième session une question intitulée "Rapport du Comité des relations avec le pays hôte".

2019^e séance plénière,
15 décembre 1971.

* * *

A la 2029^e séance plénière, le 21 décembre 1971, le Président de l'Assemblée générale a annoncé que, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la résolution ci-dessus, il avait désigné quatorze membres du Comité des relations avec le pays hôte.

En conséquence, le Comité des relations avec le pays hôte se compose des Etats Membres suivants: ARGENTINE, BULGARIE, CANADA, CHINE, CHYPRE, CÔTE D'IVOIRE, ESPAGNE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, GUYANE, IRAK, MALI, RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES.

2838 (XXVI). Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international

L'Assemblée générale,

Prenant acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international¹² et des recommandations faites au Secrétaire général par le Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, qui figurent dans ce rapport,

Estimant que le droit international doit occuper la place qui lui revient dans l'enseignement des disciplines juridiques de toutes les universités,

Notant avec reconnaissance les efforts que les Etats déploient sur le plan bilatéral pour apporter leur concours dans le domaine de l'enseignement et de l'étude du droit international,

Convaincue néanmoins qu'il faudrait encourager les Etats, les organisations internationales et les institutions à accorder un soutien accru au Programme et à intensifier leurs activités tendant à promouvoir l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international, notamment celles qui sont d'un intérêt particulier pour des ressortissants de pays en voie de développement,

Rappelant que, à l'occasion de l'exécution du Programme, il est souhaitable d'utiliser, dans toute la mesure possible, les ressources et les moyens mis à sa disposition par les Etats Membres, les organisations internationales et autres intéressés,

1. *Autorise* le Secrétaire général à exécuter en 1972 et 1973 les activités spécifiées dans son rapport, et notamment à prendre, en utilisant à cet effet les crédits du budget ordinaire, les dispositions ci-après :

a) Octroi de quinze bourses de perfectionnement au minimum en 1972 et 1973 à la demande de gouvernements de pays en voie de développement;

b) Octroi d'une assistance sous forme d'une indemnité pour frais de voyage d'un participant de chacun des pays en voie de développement qui seront invités au cours régional de formation et de perfectionnement qui doit avoir lieu en 1972 en Amérique latine et au colloque régional qui doit avoir lieu en 1973 en Asie;

2. *Exprime ses remerciements* au Secrétaire général pour les efforts constructifs qu'il a déployés en vue de promouvoir la formation et l'assistance en matière de droit international dans le cadre du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international en 1971;

3. *Exprime ses remerciements* à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour sa participation au Programme, notamment en ce qui concerne les efforts qu'elle a déployés pour développer l'enseignement du droit international;

4. *Exprime ses remerciements* à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour sa participation au Programme, notamment en ce qui concerne l'organisation de réunions régionales et l'exé-

¹² A/8508 et Corr.1.